

# Début du choix des sites dès demain

(P3)



# LE MAGHREB

## Le Quotidien de l'Économie

**SELON LE PREMIER MINISTRE :**

### "Le gouvernement déterminé à instaurer un modèle énergétique durable"

● 5<sup>E</sup> FORUM RÉGIONAL DE L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE (UPM) :

**Le SG du MAE met en avant "l'attachement" de l'Algérie au processus de Barcelone**

(P4)

● **AYMEN BENABDERRAHMANE: " La loi de finance 2021 est un reflet du programme du gouvernement"**

(P5)

● **LUTTE CONTRE L'ISLAMOPHOBIE: L'Algérie réaffirme sa position "immuable"**

(P5)



*Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a souligné dans un message publié dans le premier rapport annuel du Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ), la détermination du gouvernement à instaurer un modèle énergétique durable et à asseoir les fondements d'une transition énergétique adaptée aux spécificités nationales.*

(Lire en Page 3)

● **CHANTAGE DU PARLEMENT EUROPÉEN :**

## Il n'y a pas et il n'y aura pas d'espace pour l'ingérence étrangère en Algérie


(P4)

● **À BORDJ BOU-ARRERIDJ :**

## Ouverture d'un 2<sup>ème</sup> hypermarché Carrefour



(P16)

 <p><b>NAPEC</b> North Africa Petroleum Exhibition &amp; Conference</p> <p>+213 550 496 061 +213 770 610 861          info@napec-dz.com contact@napec-dz.com          www.napec-dz.com</p>	<p><b>NAPEC 2021</b> 10<sup>th</sup> NORTH AFRICA PETROLEUM EXHIBITION &amp; CONFERENCE</p>	 <p><b>10<sup>th</sup> ANNIVERSARY</b></p>	<p>30000 Attendees</p>	<p>680 Exhibitors</p>	<p>135 Speakers</p>
	<p><b>15<sup>th</sup>-18<sup>th</sup> March 2021</b> at Oran International Convention Center, Algeria</p>		<p>16000 Exhibition Space</p>	<p>1500 Delegates</p>	<p>50 Countries</p>

NAPEC est le plus grand salon professionnel international des hydrocarbures et de l'énergie en Afrique et en Méditerranée

## Défauts de paiement sur les prêts garantis: les Français vont-ils se faire "plumer"?



**A**vec plus de 125 milliards d'euros de prêts garantis accordés pour lutter contre la crise du Covid-19, le gouvernement français est le plus généreux en la matière en Europe. Pour l'économiste Philippe Simonnot, environ 10% ne seront pas remboursés et les pertes pour l'État seront répercutées sur les Français.

Une véritable orgie de liquidité qui fait office de bouée de sauvetage pour des milliers de sociétés. Depuis que l'exécutif a décidé d'octroyer aux entreprises des prêts garantis par l'État (PGE) afin qu'elles fassent face à la crise de la Covid, le succès est au rendez-vous. Il suffit de s'attarder sur les chiffres: plus de 125 milliards d'euros d'aides ont ainsi été accordés à plus de 600.000 entreprises.

Paris est loin d'être le seul à avoir mis en place un tel système mais aucun de ses partenaires européens ne l'a autant utilisé. C'est l'Italie qui suit avec 120 milliards d'euros distribués, devant l'Espagne (108 milliards). À titre de comparaison, le Royaume-Uni n'a fourni "que" 88 milliards et l'Allemagne encore moins, avec 55 milliards.

D'après le docteur en sciences économiques Philippe Simonnot, c'est loin d'être fini, comme il l'explique au micro de Sputnik:

"Vu la conjoncture, nous pouvons d'ores et déjà tabler sur 140 à 150 milliards de prêts garantis distribués en 2020. C'est énorme."

En très grande majorité, ces derniers ont été octroyés à de petites entreprises. Plus de 90% des prêts ont bénéficié à des TPE et des PME. Mais cette solution n'est pas sans risque. En cas de banqueroutes des sociétés ayant bénéficié de ces dispositifs, l'État sera fortement mis à contribution: à hauteur de 90% du montant pour les TPE et les PME, et de 70 à 80% pour les grandes entreprises.

De plus, il semble que les critères d'attribution ne soient pas très restrictifs, comme l'a confié Laurent Munerot à Franceinfo: "Honnêtement, il n'y a pas eu beaucoup d'entreprises qui n'ont pas eu droit au PGE. En poussant, nous avons même réussi à ce que des sociétés en situation délicate puissent en bénéficier."

D'après les chiffres de l'exécutif, le taux de refus de PGE atteint seulement 2,8% des entreprises éligibles. "Les critères d'attribution des PGE sont relativement souples. Tant que vous n'êtes pas engagé dans une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire et que le niveau de vos capitaux propres vous laisse à l'écart de la définition d'entreprise en difficultés selon les règles européennes, le dossier passe", explique à Franceinfo Serge Pelletier, avocat spécialiste du droit des entreprises en difficultés.

Les PGE ont donc permis à de très nombreuses entreprises de ne pas faire faillite. Mais jusqu'à quand? "Le gouvernement a simplement retardé l'échéance. Il va y avoir une crise économique majeure qui va forcément entraîner une vague de banqueroutes. Les sociétés bénéficient actuellement de faveurs de trésorerie. Mais cette situation a pour conséquence de faire grossir les passifs. Et à terme, il faudra payer", analyse l'avocat. Un point qu'a récemment relevé sur Sputnik l'écrivain et soutien des Gilets jaunes Philippe Pascot: "Et je ne parle pas des soi-disant prêts garantis par l'État à destination des commerçants en difficultés. Ils devront de toute façon rembourser les banques. Ce qui signifie plus d'endettement pour des individus dont les recettes sont au plus bas."

## Le Premier ministre polonais se dit prêt à opposer son veto au budget de l'UE

**S**uite à des négociations avec son homologue hongrois à Budapest, le Premier ministre polonais a déclaré jeudi 26 novembre que la Pologne et la Hongrie n'hésiteraient pas à opposer leur veto au budget de l'UE. Il a confirmé cette décision à la chancelière allemande.

Le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, a rencontré jeudi 26 novembre à Budapest son homologue hongrois, Viktor Orban, pour coordonner leur position sur le budget européen et l'État de droit.

"Nous n'hésiterons pas à recourir au veto, non seulement pour le bien de la Pologne et de la Hongrie, mais aussi pour le bien de l'Union européenne tout entière", a-t-il lancé lors d'une conférence de presse commune à l'issue de la réunion avec Viktor Orban. Mateusz Morawiecki a confirmé à Angela Merkel que la Pologne était prête à opposer son veto au budget de l'UE, rapporte l'agence de presse polonaise PAP.

"Aujourd'hui, j'ai dit à la chancelière [allemande, ndlr] que la Pologne s'attendait à ce que des efforts supplémentaires soient faits pour trouver une solution le plus rapidement possible qui garantirait les droits de tous les États membres et respecterait les procédures du traité", a écrit le Premier ministre polonais sur son compte Facebook.

Angela Merkel a déclaré jeudi soir, à l'issue d'un sommet européen en visioconférence, que les discussions devaient se poursuivre avec la Hongrie et la Pologne, promettant que l'Allemagne explorerait toutes les options possibles.

Le 21 juillet 2020, les Vingt-Sept sont parvenus à un accord sur le budget et le plan de relance qui prévoyait un lien entre aides communautaires et État de droit, "dans une formulation suffisamment alambiquée", rapporte Le Monde.

Le 16 novembre, la Hongrie et la Pologne ont bloqué le plan de relance européen de 750 milliards d'euros, ainsi que le budget pluriannuel (2021-2027) de 1.074 milliards d'euros. Les deux pays s'opposent à ce que le versement des fonds communautaires soit conditionné au respect de l'État de droit. Pourtant, le temps presse pour atténuer l'impact de la crise due au coronavirus sur les Européens. Les dirigeants de l'UE, ainsi que l'Allemagne, qui assure la présidence tournante du Conseil de l'UE, travaillent à la recherche d'un compromis.



## Un village autrichien au nom scandaleux se rebaptise à cause des touristes



Grâce à de multiples publications dans les médias ainsi que sur les réseaux sociaux, le village attire de nombreux touristes souhaitant se prendre en photo devant le panneau à l'entrée de la localité. Panneau qui a également été dérobé à plusieurs reprises. Selon le Guardian, le nom actuel du village remonte au XIe siècle. C'est un noble bavarois appelé Focko qui l'aurait fondé. Une carte datant de 1825 utilisait quant à elle l'orthographe Fuking.

**F**atigué des touristes, le célèbre village autrichien de Fucking a annoncé son intention de se rebaptiser Fugging. Le nouveau nom, moins sujet aux blagues, sera en vigueur à partir du 1er janvier 2021.

Les autorités du village autrichien qui porte le fier nom de Fucking ont décidé de rebaptiser la localité en raison de l'afflux de touristes, encombrant surtout dans le contexte de la pandémie, rapporte une chaîne oe24.

"Le conseil du village a déjà pris la décision", a déclaré à la chaîne Andrea Holzner, la maire conservatrice de Tarsdorf, commune à laquelle est rattachée Fucking, à 350 km à l'est de Vienne.

Dès le 1er janvier prochain, le village s'appellera ainsi Fugging. Les procédures administratives relatives au changement de nom sont actuellement en cours.

## Karim Benzema se plaint d'escrocs usurpant son identité sur Facebook

**K**arim Benzema a mis en garde contre les organisateurs de faux jeux et concours sur Facebook, qui usurpent son identité pour attirer les internautes. Derrière des promesses de gros gains, les victimes sont en réalité l'objet d'arnaqes en ligne.

Dans un message Facebook, Karim Benzema s'est inquiété de faux jeux et concours faisant florès sur le réseau social, sous son nom. L'avant-centre du Real Madrid a dénoncé des "escrocs" usurpant son identité et a demandé aux utilisateurs de signaler tout nouvel événement de ce type, en attendant que Facebook ne ferme les pages

incriminées. "Attention: des pages Facebook comme "Karim BENZEMA LIVE", récemment créés et non vérifiées, usurpent mon identité et organisent de faux jeux concours. En attendant que Facebook réagisse et ferme les pages de ces escrocs, je vous demande de les signaler et évidemment de ne pas participer à ces jeux", écrit-il ainsi.

Sous le nom de Karim Benzema, ces faux jeux proposent aux internautes de remporter de grosses sommes d'argent, rapporte BFM TV. Pour participer, les utilisateurs sont invités à cliquer sur un lien qui les redirige vers des plateformes de films, séries et jeux vidéo. Leurs coordonnées

bancaires leur sont alors demandées.

Pour attirer leurs victimes, les organisateurs n'hésitent pas à recycler d'anciennes vidéos du footballeur français, durant parfois plusieurs heures. Suite au message de Karim Benzema, plusieurs internautes ont livré leurs témoignages sur ces arnaques.

Écarté de l'équipe de France suite à une affaire de chantage autour d'une vidéo intime, Karim Benzema avait récemment fait l'objet d'une nouvelle polémique en "likant" un message anti-français de Khabib Nurmagomedov, champion d'arts martiaux mixtes (MMA).





SELON LE PREMIER MINISTRE :

# “Le gouvernement déterminé à instaurer un modèle énergétique durable”

**L**e Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a souligné dans un message publié dans le premier rapport annuel du Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ), la détermination du gouvernement à instaurer un modèle énergétique durable et à asseoir les fondements d'une transition énergétique adaptée aux spécificités nationales. "Le gouvernement est déterminé à tout mettre en œuvre afin d'instaurer un modèle énergétique durable, où l'efficacité serait le maître mot", a indiqué M. Djerad dans le rapport du CEREFÉ, intitulé "Transition énergétique en Algérie : Leçons, état des lieux et perspectives pour un développement accéléré des énergies renouvelables". Ainsi, "toute action permettant une optimisation accrue de la consommation interne de l'énergie, serait encouragée au même titre que celle pouvant contribuer à prolonger la durée de vie de nos réserves d'hydrocarbures en diversifiant les moyens de production d'énergie alternatives, notamment à base de ressources renouvelables", note le Premier ministre. Les volumes de gaz et pétrole épargnés pourraient ouvrir, dans ce cas, de nouvelles perspectives à travers un élargissement effectif des activités pétrochimiques



locales dont les produits finis ont des débouchés réels sur le marché international, devenu trop incertain pour les ressources énergétiques primaires à l'état brut, selon M. Djerad. Cette reconversion sera conjuguée au développement des énergies renouvelables notamment à travers la composante solaire, dont jouissent assez équitablement toutes les régions du territoire national, ce qui permettra "d'assurer des revenus plus stables pour le pays qui, pourrait alors mener sereinement sa politique de développement, loin de certains aléas extérieurs". Le gouvernement encouragera également les activités industrielles liées au secteur de l'énergie et adaptées à l'échelle des PME/PMI, créatrices d'emplois et de richesses locales, et ce,

dans le cadre d'un "schéma étudié au préalable et visant l'atténuation des disparités régionales", soutient le Premier ministre. Le gouvernement s'attend ainsi à "des économies notables" sur la consommation intérieure d'énergie "à court terme" dans le transport, notamment à travers l'incitation publique à un recours plus accru au gaz GPL/C et GNC, et dans l'habitat, l'industrie, l'éclairage public, les ressources en eau et l'agriculture. Par ailleurs, le gouvernement s'engage dès maintenant à asseoir les fondements d'une transition énergétique adaptée aux spécificités nationales, en mobilisant toutes les potentialités du pays pouvant mener à une concrétisation réelle des objectifs tracés, sans oublier l'instauration de mécanismes d'évalua-

tion continue et rigoureuse des progrès accomplis", promet M. Djerad. Dans ce cadre, une "grande importance" est accordée à la formation et la qualification des ressources humaines, la recherche et l'innovation. Le gouvernement veillera également à créer l'écosystème approprié à une amélioration effective des cadres réglementaire et législatif régissant l'ensemble des activités énergétiques dans le pays. Il s'engage aussi à mobiliser, sans délai, les soutiens financiers nécessaires, dans l'objectif d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables et diversifier leurs usages dans l'ensemble des secteurs d'activités, créateurs de richesses et d'emplois durables. Cette démarche sera accompagnée, poursuit M. Djerad, par des transformations structurelles en matière d'environnement socio-économique en levant toutes les entraves et autres comportements bureaucratiques qui ont prévalu jusqu'ici. Le Premier ministre juge ainsi "inévitables", pour l'avenir du pays, ces mutations énergétiques qui sont nécessaires pour "intégrer la dynamique universelle qui s'impose dans le domaine et léguer ainsi un patrimoine sur lequel les

générations futures peuvent compter". Il a rappelé que le plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République avait d'emblée placé la transition énergétique au cœur des politiques de développement du pays, selon "la triptyque d'un renouvellement économique basé sur la sécurité alimentaire, la transition énergétique et l'économie numérique". b1l a, dans ce cadre, souligné la nécessité "rompre avec le cycle infernal de dépendance chronique de l'extérieur en termes de maîtrise réelle du savoir universel et ses applications sur le terrain, les concepts techniques novateurs qui en découlent et enfin les progrès organiques qui les accompagnent". Créée et placée auprès du Premier ministre en 2019, le CEREFÉ est un établissement public chargé d'élaborer les instruments de prospective à moyen et long terme en vue d'anticiper les grandes mutations énergétiques et contribuer à la définition des grandes orientations de la politique nationale de développement des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

Mehdi O.

LOGEMENT AADL :

## Début du choix des sites le 30 novembre prochain

PAR : SAÏD B.

**L**e directeur général de l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL), Tarek Belaribi a déclaré à l'APS que les souscripteurs peuvent choisir leur site à partir du 30 novembre prochain. Et pour ce faire, l'AADL a consacré 15 sites dans 4 wilayas. Voici la répartition de ces sites : il s'agit d'un site dans chacune des wilayas de Blida, Tipasa et Boumerdes, ainsi que 12 sites dans la capitale, qui sont à El Harrach, Reghaia, Bordj El Bahri, Gué-de-Constantine, Birtouta, Khraicia, Draria, El Achour, Douera, Aïn Benian, Zéralda et Sidi Abdellah. Les souscripteurs concernés par ces sites sont quelque peu soulagés pour ne pas dire très contents au moment où d'autres et dans d'autres wilayas du pays attendent avec impatience cette opération oh, combien important surtout sur le plan psychologique. C'est dire que l'AADL pouvait bien donner de l'espoir aux autres souscripteurs des autres wilayas en leur communiquant ne serait-ce qu'un délai à partir duquel ils pourront effectuer cette même opération pour leurs sites. A l'image de cette information communiquée le 18 novembre dernier et qui réjouit quel-

ques souscripteurs de Blida. En effet, le directeur général-adjoint de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Fayçal Zitouni, a annoncé la clôture à la fin de l'année en cours de l'opération de distribution de 30.000 logements AADL, lancée début novembre en cours, à travers le pays. En marge de la cérémonie de lancement d'une opération de remise des clés de 4.605 logements AADL aux souscripteurs du programme 2013, M. Zitouni a indiqué à l'APS, que "son agence a tracé, en coordination avec les walis concernés, un programme de distribution de 30.000 logements de type location-vente à travers la majorité des wilayas, dont Tipasa, Mascara et Blida". "L'opération de distribution sera clôturée fin 2020", a-t-il fait savoir. Dans ce cadre, une opération de remise des clés de 4.605 logements AADL, réalisés au niveau de cinq sites de la ville-nouvelle de Bouinane (Blida), a été entamée mercredi au profit des souscripteurs de 2013 des wilayas d'Alger et de Blida, a-t-on appris du directeur régionale de l'agence, Fouad Mekarni, qui a affirmé que les cités disposent de toutes les commodités nécessaires. Le wali de Blida, Kamel Nouisser, a annoncé, à l'occasion, l'entame de la distribution,

à partir du premier trimestre 2021, d'un quota de logements AADL, actuellement en réalisation au pôle urbain de Sefsaf, sur les hauteurs de Meftah (est de Blida). L'opération sera suivie par d'autres opérations de distribution de logements de même type, réalisés au pôle urbain de Sidi Sarhane, mitoyen à la nouvelle ville de Bouinane, a-t-il ajouté. De son côté, et dans son allocution à l'occasion de la cérémonie de lancement du dernier quota de logements AADL2 à Alger, en présence du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri et du wali d'Alger, Youcef Cherfa, M. Belaribi a fait état du lancement des travaux de réalisation de 13 300 logements de type location-vente sur un site de 107 hectares dans la nouvelle ville de Sidi Abdellah, regroupant 6 cités, sur un total de 44 000 unités dont les travaux de réalisation ont été lancés récemment. Plus de 50 milliards de DA ont été consacrés par l'Etat à la réalisation de ce dernier programme et au financement des projets d'aménagement extérieur, a-t-il souligné. Enfin à noter que les souscripteurs aux projets lancés durant le deuxième semestre 2020 auront la possibilité de faire le choix du site, à partir du 30 novembre, via le site électronique de l'Agence.

S. B.

## LA CONJONCTURE

Par R. N.

### Nouvelles mesures pour faciliter le rééchelonnement des créances des start-up

**L'**Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ) a annoncé, jeudi, de nouvelles mesures devant faciliter l'opération de rééchelonnement des créances des start-up en difficulté en vue de les aider à les rembourser. "Les jeunes promoteurs de start-up en difficulté ont la possibilité de bénéficier d'un rééchelonnement des créances sans intérêts, notamment les créances inhérentes aux crédits bancaires ou aux prêts non rémunérés (PNR) accordés par l'agence", a expliqué l'ANSEJ dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook. Ces entreprises bénéficieront, spécifiquement, "de la facilitation et l'allègement des procédures de rééchelonnement avec annulation des conditions prohibitives", note le communiqué. L'ANSEJ a décidé, dans ce sens, l'annulation des commissions et pénalités de retard spécifiques aux retards de paiement des échéances du crédit bancaire, de la condition de l'inspection du matériel des start-up par les agents de l'agence, de la condition du versement d'une tranche du prêt (entre 5 et 10%) et de l'application d'un taux d'intérêt de 5,5% sur le crédit bancaire lors du rééchelonnement. Il s'agit également de l'annulation de l'attestation de régularisation de situation auprès des caisses de la sécurité sociale (CNAS-CASNOS-CACOBATPH) et des pénalités de retard spécifiques au paiement en retard des impôts avec la possibilité de prolonger les délais de règlement des échéances en retard à 36 mois. Selon l'ANSEJ, le rééchelonnement des créances issues du crédit bancaire sera suivi directement par un rééchelonnement des créances issues du PNR accordé par l'agence. Pour rappel, l'ANSEJ, qui a été placée sous la tutelle du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la micro-entreprise, a tenu plusieurs réunions de travail avec le ministère des Finances ayant abouti à l'annonce, en fin du mois de juillet dernier, à une série de mesures au profit des start-up en difficulté, dont l'octroi de crédits d'exploitation, le rééchelonnement des créances bancaires et fiscales et l'effacement des pénalités de retard.

CHANTAGE DU PARLEMENT EUROPÉEN :

# Il n'y a pas et il n'y aura pas d'espace pour l'ingérence étrangère en Algérie

PAR : AMMAR ZITOUNI

**L'Algérie tout entière s'est indignée de la résolution émise jeudi par le Parlement européen sur la situation des "droit de l'homme en Algérie". Une résolution qui ne satisfait que ceux qui depuis des années appellent à l'ingérence étrangère pour les soutenir et couvrir leurs multiples tentatives de déstabilisation de l'Algérie. Le prétexte par les eurodéputés, renseigne et prouve une fois de plus qu'il n'a de but que de servir des desseins inavouables et contraire à la volonté clairement affichée de l'Algérie à prendre en main son destin, continuer à décider librement de ses affaires internes dans une étroite unité, comme elle le fait actuellement pour la relance de son économie et de la maîtrise de la pandémie du coronavirus (Covid-19), faisant face aux menaces à ses frontières et tout en se préparant à de nouvelles échéances politiques.**

L'Etat algérien ne fera jamais de concessions inhérentes à sa souveraineté et son indépendance nationales, ne négociera pas ses principes et n'acceptera de conditions. Les Algériennes et les Algériens de toutes les générations resteront fidèles à l'exemple de la génération de Novembre 54 pour proclamer le même engagement : plutôt que de relâcher les efforts pour l'édification de l'avenir et une Patrie libre et prospère.

## ESCALADE POUR CRÉER UNE TENSION BILATÉRALE

L'escalade du Parlement européen : actes et menaces contre l'Algérie n'a d'autre objectif que de créer un climat de tension bilatérale et que, dans cette manœuvre, les inconditionnels

insatisfaits de la stabilité du pays ayant une longue recherche vaine du statu-quo et de complot pour provoquer une nouvelle crise en Algérie sont depuis jeudi dernier de plus en plus visibles pour se "satisfaire" de la résolution du Parlement européen. Il faut observer que les tentatives vaines de ces quelques détracteurs, qui se trompent d'époque et d'adversaire, ne peuvent en aucun cas altérer et, encore moins, remettre en cause, la marche résolue de l'Algérie vers son propre avenir.

## CAMPAGNE DE DIFFAMATION CONTRE L'ALGÉRIE

Le contenu et les mots de la résolution du Parlement européen sont perçus comme une campagne de diffamation contre l'Algérie pour exercer une fois de plus la doctrine désuète, agressive et dangereuse de la doctrine de la "diplomatie de la canonnière" en diabolisant le redressement du pays et en transformant les ennemis de la Patrie, au moyen de la propagande, des opposants politiques en "victimes du régime" afin d'encourager et enraciner la division, la violence, la haine et l'arrêt de l'épanouissement de la société algérienne. Cette absurde démonstration des eurodéputés qui s'ajoutent au précédentes à l'égard d'un pays souverain est devenue celle de la rage de voir l'Algérie en pleine phase de démocratisation d'où cette nouvelle sortie européenne exprimant son "inquiétude" surtout qu'elle est en train de perdre toute "domination". En effet, durant des années durant l'Union européenne et son Parlement ont défendu leurs "intérêts spéciaux" en Algérie prenant en otage le système politique, corrompu par définition de l'ancien régime.

## LES PRINCIPES ET INSTRUMENTS DES DROITS DE L'HOMME OCCULTÉS

Nul ne peut s'étonner que les européens en général occultent les principes et instrument relatifs aux droits de l'Homme et ne reconnaissent ni le droit à la vie, ni à la paix, ni à l'indépendance, ni à la sécurité, ni au développe-



ment du peuple Sahraoui, du peuple Palestinien, ce qui se passe aussi dans le monde.

## UNE INGÉRENCE FLAGRANTE

Le président du Conseil national des droits de l'Homme en Algérie, Bouzid Lazhari dans une interview accordée à notre confrère "Chaab" estime que "les flèches doivent être dirigées vers les frontières occidentales de l'Algérie". Pour lui cette "nouvelle sortie" du Parlement européen prouve une fois de plus l'ingérence flagrante du Parlement européen dans les affaires intérieures du pays, sans le moindre respect des conditions minimales d'investigation. Il a répondu avec un ton fort, évoquant la résolution des eurodéputés, qu'il a qualifié de "passionnante" et de "non objective", voire "subjective", expliquant que "la détérioration de la situation des droits de l'Homme n'a pas été enregistré en Algérie, mais au Sahara occidental, mais le Parlement européen l'a transféré en Algérie".

En Algérie, et a commencé à prétendre qu'il y a "des choses qui ne sont pas réelles", le Pr. Bouzid Lazhari s'interroge sur le choix du Parlement européen à ce moment précis, qui revendique la détérioration des droits de l'Homme dans le pays. La Commission européenne a oublié le problème du Sahara occidental et le droit à l'autodétermination, pour lesquels les

Nations Unies prônent et même le réclament et ne le reconnaissent qu'à la lumière du recours excessif à la force contre des manifestants pacifiques à Guerguerat, "où est l'Union européenne par rapport à tout ce qui s'y passe ?

## UNE ACCUSATION PASSIONNANTE

Concernant le cas du journaliste Khaled Drareni qui est en prison, M. Bouzid Lazhari a déclaré qu'effectivement la résolution du Parlement européen avait été initialement émise sur ce sujet, car son contenu avait acquis la part du lion dans le texte. Il a expliqué que l'accusation d'existence en Algérie "d'arrestations généralisée et d'arrestation arbitraires sans la moindre preuve présentée, est passionnante, à un moment où l'on parle d'un mouvement populaire dans lequel 20 millions d'Algériens sont descendus pacifiquement dans la rue et nous n'avons pas été "témoins d'affrontements et d'incidents violents. Dans ce contexte, le PR ; Lazhari a mentionné que 8 000 journalistes étaient recensés en Algérie et 120 quotidiens, qui critiquent tout le système politique et social, voire critiquent les réalisations du Président et le travail des ministères en toute transparence.

## RÉVISION DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE BON VOISINAGE

De tout qui précède l'Algérie, qui a conclu l'Accord d'association

en tant que cadre global de dialogue et de partenariat, s'est déclarée à plusieurs occasions "entendre poursuivre cette dynamique à travers une participation active au processus de révision de la politique européennes de voisinage dans le respect de sa souveraineté nationale et dans le contexte de la promotion de ses intérêts propres".

Du reste, et durant ces dernières années de mise en œuvre de l'Accord d'association, les questions relative à la gouvernance, à la démocratie et aux droits de l'Homme ont fait l'objet régulièrement d'échanges à la satisfaction des deux parties. En parallèle le dialogue interparlementaire n'a pas cessé de se renforcer entre les institutions législatives algérienne et européenne, à travers notamment la tenue d'une quinzaine de sessions de dialogue.

Un dialogue qui a permis une meilleure connaissance des évolutions internes en cours en Algérie et parmi les pays de l'Union européenne. Partant, la résolution du Parlement européen émise jeudi est en totale contradiction et s'écarte de l'esprit du dialogue confiant, décrédibilise ses propres auteurs qui se sont arrogé le droit de tenter de jeter la suspicion sur la justice algérienne face à des faits répréhensibles qui font l'objet d'actions judiciaires similaires dans nombre de pays européens.

A.Z.

5E FORUM RÉGIONAL DE L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE (UPM) :

## Le SG du MAE met en avant "l'attachement" de l'Algérie au processus de Barcelone

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Chakib Rachid Kaid, a pris part vendredi à la 5ème édition du Forum régional de l'Union pour la Méditerranée (UpM), lors de laquelle il a mis en avant "l'attachement" de l'Algérie au Processus de Barcelone, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Lors de ce forum, tenu en visioconférence, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères a passé en revue les priorités de l'Algérie dans le cadre de la coopération euro-méditerranéenne et rappelé son "engagement à œuvrer de concert avec ses partenaires, sur la base du principe de 'géométrie

variable' pour la réalisation des principaux objectifs du partenariat euro-méditerranéen et en faveur d'un ensemble régional prospère". La vision de l'Algérie concernant les défis auxquels la région méditerranéenne est confrontée, notamment aux plans sécuritaire, économique et social, a été également mise en exergue par M. Kaid. Cette rencontre est intervenue au lendemain de la réunion ayant regroupé les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne et leurs homologues du voisinage Sud consacrée à la présentation par l'UE d'une nouvelle politique de Voisinage Sud, et à laquelle le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères

avait également pris part, note la même source. La 5ème édition du Forum régional de l'UpM, qui a coïncidé cette année avec la célébration du 25ème anniversaire du lancement du Processus de Barcelone, s'est tenue sous la coprésidence de M. Josep Borrell, Haut Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de Sécurité, vice-président de la Commission européenne, au titre des pays du Nord, et de M. Ayman Safadi, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Expatriés du Royaume de Jordanie, au titre des pays du Sud.

M.O.

AYMEN BENABDERRAHMANE:

# " La loi de finance 2021 est un reflet du programme du gouvernement "

PAR : ABDELOUAHAB FERKHI

C'est un entretien accordé, ce jeudi, à la journaliste de la radio Algérie internationale que le ministre algérien des Finances Aymen Benabderrahmane a indiqué que la loi de finance 2021, adoptée par les deux chambres de l'Assemblée populaire nationale le 16 novembre en cours par les membres de l'APN et le 26 du même mois par les membres de la Chambre haute (le SÉNAT), n'est autre qu'un reflet du programme de gouvernement, du moment que cette loi (devenue texte de loi après adoption) mettra tous les mécanismes fiscaux, douaniers, législatifs et réglementaires afin de permettre la matérialisation, de ce programme du gouvernement dans des meilleures conditions économiques, financières, d'accompagnement d'incubateurs de projets. D'où, selon le ministre, l'intégration dans ce projet de loi des mesures fiscales incitatives envers les entreprises, les micro-entreprises, les start-up et envers les incubateurs. Ajoutant, par ailleurs, que cette loi de finance préserve le pouvoir d'achat des classes sociales vulnérables et même moyennes, ce qui relève de la doctrine sociale de l'Algérie qui est un Etat social par excellence. "On est là pour préserver le pouvoir d'achat des classes défavorisées et moyennes et il y a des transferts

sociaux représentant environ 17 milliards de dollars.", a-t-il précisé. Pour ce qui est des mécanismes et mesures pris dans cette loi pour combler le déficit qu'accuse la balance financière Aymen Benabderrahmane a élucidé que ce déficit s'est accumulé à travers plusieurs années et il sera résorbé progressivement sur une période de trois années d'exercice. Via la création de nouveaux projets, ce qui permettra d'accumuler de nouvelles ressources autres que celles qui existent déjà. Ce qui va impacter positivement sur la balance financière et aboutira à résorber le déficit existant.

## LA RÉALISATION DU PORT CENTRE À EL HAMDANIA ET DE GRANDS PROJETS MINIERES LANCÉE À PARTIR DE 2021:

Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, a affirmé jeudi à Alger que le lancement de grands projets structurants dont le port-centre à El Hamdania et de grands projets miniers était prévu au début de l'année prochaine.

Dans une déclaration à la presse au terme de l'adoption du projet de loi de Finance 2021 par les membres du Conseil de la nation, M. Benabderrahmane a précisé que "ces projets font partie des premières priorités de l'Algérie nouvelle", ajoutant que "toutes les procédures liées à ces projets ont été parachevées au niveau du secteur ministériel". Le ministre a poursuivi que ces projets structurants (port-centre à



El Hamdania et projets miniers du phosphate, zinc et fer) étaient à même de "réaliser la prospérité et de créer un nombre important de postes d'emploi".

En ce qui concerne la numérisation du secteur des finances et de l'administration, le ministre a assuré que ce projet sera concrétisé prochainement, expliquant que cette numérisation permettra de conférer davantage de transparence aux procédures et d'accélérer leur mise en œuvre.

"L'Algérie a franchi un grand pas en matière de numérisation", en lançant d'abord la numérisation du secteur des douanes ayant permis aux concernés le retrait par voie électronique de leurs documents, outre la possibilité de s'enquérir des différentes réalisations de l'ad-

ministration fiscale via internet, a-t-il rappelé. Concernant les budgets définis dans la loi de finance 2021, le ministre a fait savoir que le texte de loi donnait la priorité au budget du secteur de l'Éducation, classé troisième, suivi par le secteur de la Santé. Quant à l'activité des banques algériennes à l'étranger, le premier argentier du pays a fait état du "parachèvement de toutes les procédures réglementaires relatives à l'ouverture des banques algériennes à l'étranger", annonçant "l'ouverture de filiales de banques algériennes en Afrique au début de l'année prochaine, outre l'inauguration, la semaine prochaine, d'une agence bancaire dédiée exclusivement à la finance islamique.

A. F.

LUTTE CONTRE L'ISLAMOPHOBIE:

## L'Algérie réaffirme sa position "immuable"

L'Algérie réaffirme sa position "immuable" en matière de lutte impérieuse contre le phénomène d'islamophobie et l'élimination de ses sources, a affirmé, vendredi à Niamey (Niger), le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum.

Dans son allocution à l'occasion de la 47ème session des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), M. Boukadoum a indiqué que "l'Algérie réaffirme, depuis cette tribune, sa position immuable consistant en l'impérieuse lutte contre le phénomène d'islamophobie et l'élimination de ses sources, réaffirmant son rejet de l'atteinte à autrui sous le couvert de la liberté d'expression".

"Les travaux de notre Conseil ministériel se tiennent sous le slogan +Unis contre le terrorisme et pour la paix et le développement+, un choix judicieux qui traduit, en cette conjoncture sensible dans l'histoire de notre monde musulman, la volonté de chacun de nous de concrétiser les objectifs et principes nobles de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) qui est le port-voix unificateur des pays musulmans", a poursuivi le ministre. Il s'agit, également d'une opportunité pour "réaffirmer notre détermination et notre volonté commune à garantir la cohésion de notre action collective face à nombre de défis auxquels les pays membres font face pour consacrer la paix et la sécurité", a-t-il ajouté précisant qu'"il ne saurait y avoir de développement

sans sécurité, ni de sécurité sans développement durable".

Dans ce contexte, M. Boukadoum a rappelé que cette "réunion intervient dans un contexte extrêmement complexe, où notre monde musulman fait face à plusieurs défis, en tête desquels le terrorisme transnational et l'extrémisme violent, la montée de l'islamophobie, les atteintes à l'Islam et l'aggravation des crises et conflits régionaux qui entament la sécurité et la stabilité de plusieurs peuples et pays membres de notre organisation".

Et d'ajouter que "le terrorisme constitue une menace mondiale à la paix et à la stabilité internationale, et en appelle à davantage d'efforts de notre part pour conforter les avancées réalisées en termes de lutte contre ce fléau, à travers la conclusion d'une convention internationale inclusive, à laquelle l'Algérie n'a eu de cesse d'appeler tout en soulignant la mise en œuvre effective des mécanismes internationaux et régionaux".

"En dépit des avancées réalisées en matière de lutte contre les groupes terroristes de par le monde, ces derniers continuent à terroriser nombre de pays de l'organisation, notamment les pays du Sahel", a poursuivi le ministre soulignant que "nous sommes appelés, aujourd'hui plus que jamais, à asseoir les règles de coopération et de solidarité face à ce fléau".

"L'Algérie, de par sa douloureuse expérience en matière de lutte contre le terrorisme, et partant de sa foi en l'importance des

initiatives visant à asseoir les fondements de la paix et de la sécurité dans le monde, a renforcé ses efforts en matière de lutte antiterroriste.

Elle a été la première à avoir conclu une convention de lutte antiterroriste au niveau africain et ses efforts ont été couronnés par l'adoption par le Conseil de sécurité en décembre 2009, de la résolution 1904, relative à la criminalisation du paiement de rançon", a tenu à rappeler M. Boukadoum. "L'Algérie est, aujourd'hui, entièrement engagée à consolider la coopération régionale et internationale en termes de lutte antiterroriste et de tarissement de ses sources de financement et souligne l'importance du développement dans la consécration de la sécurité nationale", a-t-il indiqué.

"Mon pays est toujours disposé à partager son expérience, acquise dans son combat contre ce fléau et appelle à relancer le développement dans les pays du Sahel pour éradiquer le terrorisme et l'extrémisme", a-t-il fait savoir Et d'ajouter que "la montée de l'islamophobie dans certains pays occidentaux a attisé les tensions sur tous les plans et créé d'autres entraves à la diversité et au caractère pluriel des cultures au sein des sociétés", ajoutant que "la poursuite de tels attitudes et actes islamophobes, constitue une violation flagrante des droits de l'homme et un défi continu des valeurs universelles de tolérance, de dialogue et de coopération".

"Les communautés musulmanes établies dans des pays non-

musulmans font encore face à différentes formes de ségrégation et de marginalisation en termes d'opportunités d'emploi, d'éducation et d'autres droits", a-t-il ajouté précisant que "l'offense, l'injure, l'invective et le mépris des croyances d'autrui sous le couvert de la liberté d'expression dénote l'existence d'une crise d'éthique profonde dans les sociétés qui relayent de telles attitudes, d'où l'impératif pour ces pays de réfléchir à la manière de traiter cette crise à la base".

"Nous exprimons, aujourd'hui, notre profonde inquiétude et préoccupation quant à la montée de la campagne de haine systématique contre l'Islam et les musulmans qui se nourrit d'une stéréotype relayée par certaines politiques et certains médias occidentaux et aussi sur les réseaux sociaux pour faire l'apologie des messages des groupes extrémistes incitant à la haine", a encore affirmé le ministre.

R.N. Par ailleurs, M. Boukadoum a précisé que cette session examine "nombre de questions intéressantes notre monde musulman, en tête desquelles la question palestinienne qui demeure la cause centrale de notre organisation".

Pour le ministre, "les idéaux prévalant en ces temps, dont le respect des Droits de l'homme, le vivre en sécurité et paix, le renforcement des libertés individuelles et collectives, la consécration de la démocratie et la liberté d'expression, n'ont malheureusement pas atteint le peuple palestinien qui souffre encore

de politiques racistes désuètes qui le privent de son droit intangible à l'autodétermination et à l'établissement de son Etat indépendant avec El-Qods pour capitale".

"Face à ces défis multidimensionnels dont souffre le monde islamique, l'OCI a besoin, plus que jamais, d'une réforme globale et profonde qui lui permette d'être plus forte et plus solide devant les défis qui se posent à la nation musulmane mais aussi pour hisser haut sa voix à l'échelle mondiale", a souligné le ministre précisant qu'"il est de notre responsabilité, en tant que pays membres et Secrétariat général, de poursuivre le processus de réforme de l'OCI en vue de l'adapter aux exigences actuelles et lui permettre, ainsi, de s'imposer en tant que partenaire essentiel dans les relations internationales".

"Il est impératif que cela demeure une priorité pour nous tous, en la concrétisant par le parachèvement des réformes structurelles et organisationnelles, la garantie de la rigueur dans la gestion des ressources et la consécration des fondements de la bonne et transparente gouvernance. L'OCI doit impérativement consacrer, le plus possible, le consensus de ses membres", a-t-il ajouté.

A cette occasion, M. Boukadoum a tenu à présenter au Gouvernement et au peuple nigériens les "sincères" condoléances de l'Algérie suite au décès de l'ancien président Mamadou Tandja.

R. N.

## TISSEMSILT : Découverte de deux gazelles rares

Deux gazelles de l'espèce rare "gazelle atlantique", ont été découvertes dans la commune de Ammari (wilaya de Tissemsilt), a-t-on appris mercredi auprès de la conservation des forêts. Le chef de service protection de la faune et de la flore, Amar Ould Amara, a indiqué, à l'APS, qu'une gazelle atlantique femelle a été découverte morte mardi soir et une autre mâle coincée dans une clôture au niveau d'une zone reculée dans la commune d'Ammari, ajoutant que les éléments de la conservation des forêts, en compagnie d'agents de la protection civile, ont intervenu pour délivrer l'animal. La même source a fait savoir que les deux gazelles ont été transportées à la maison du parc national de cèdre de la commune de Theniet El-Had pour prodiguer les soins nécessaires et momifier l'autre pour les besoins de la recherche au sein de cette structure. M.Ould Amara a souligné que les endroits de prédilection des troupeaux de gazelles dans la wilaya ont été repérés dans les communes de Layoune, Ouled Bessam, Ammari et Mâacem.

## AÏN TEMOUCHENT : Lancement d'une opération pilote de désinfection de la maison des personnes âgées

Le secteur de la solidarité a lancé jeudi à Aïn Témouchent une initiative de désinfection de la maison des personnes âgées, dans le cadre d'une opération pilote, qui sera généralisée à travers le territoire national, a-t-on appris du directeur de l'action sociale (DAS) Mohamed Bouzada. L'opération de désinfection intervient dans le cadre de la solidarité entre les secteurs pour faire face à la pandémie du coronavirus, a indiqué M.Bouzada, ajoutant qu'il a été procédé, de concert avec la direction de l'environnement de la wilaya, à la désinfection de plusieurs pavillons de la maison des personnes âgées d'Aïn Témouchent. Cette opération dont le choix a été porté sur Aïn Témouchent, en tant que wilaya pilote, englobe un ensemble de centres spécialisés relevant du secteur de la solidarité nationale dans la wilaya, a ajouté le même responsable. La maison des personnes âgées d'Aïn Témouchent abrite 34 personnes issues de différentes régions du pays qui ont bénéficié récemment d'une opération de vaccination contre la grippe saisonnière à titre de prévention et de protection, selon le directeur de l'action sociale. Pour sa part, le directeur de l'environnement de la wilaya d'Aïn Témouchent, Yacine Boulahia, a souligné que cette opération de désinfection de cet hospice intervient dans le cadre de l'application des conventions signées entre les ministères de l'Environnement et de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, faisant observer que l'opération se poursuivra pour englober le restant des structures du secteur de la solidarité de la wilaya. Le secteur de l'environnement entend mobiliser l'ensemble des moyens humains et matériels dans le cadre des efforts visant à faire face à la pandémie du Coronavirus, à travers les opérations de désinfection, particulièrement les espaces publics et les différentes structures de service, outre la concentration sur l'aspect de sensibilisation, a rappelé le même responsable. Le même secteur a procédé à la distribution d'un lot de masques de protection aux pensionnaires de la maison des personnes âgées et au staff dirigeant.

## ELECTRICITÉ ET GAZ :

# Les citoyens d'Alger invités à régler leurs factures

*Trois Directions de distribution d'électricité et de gaz à Alger (Belouizdad, El Harrach et Sidi Abdellah) ont invité leurs clients à régler leurs factures suite à l'accumulation sensible des créances du fait de la décision de ne pas couper l'alimentation en énergie depuis mars dernier dans le cadre de la conjoncture exceptionnelle imposée par la pandémie de Covid-19.*



La Direction de distribution d'électricité et de gaz de Belouizdad relevant d'Alger a indiqué, dans un communiqué, que ses créances auprès de ses clients et opérateurs s'élèvent actuellement à 3,286 milliards Da, "un chiffre record que la direction n'a jamais atteint auparavant", a-t-elle fait observer. En dépit de la situation exceptionnelle que connaît le pays et le monde entier, la Direction s'est engagée à assurer la continuité de l'approvisionnement en gaz et électricité en sus de sa solidarité avec les citoyens à travers une mesure exceptionnelle de suspension des opérations de coupure d'approvisionnement et de recouvrement des factures impayées depuis le mois de mars dernier.

"Cette situation qui a entraîné l'accumulation sensible des créances de l'entreprise a impacté ses investissements et projets dont la rénovation et la maintenance de ses réseaux d'électricité et canaux de gaz ainsi que le raccordement des agglomérations", a expliqué la même source.

A cet égard, la Direction de Belouizdad invite l'ensemble de ses clients à "faire preuve de compréhension et de responsabilité vis-à-vis la situation que traverse l'entreprise en se rap-

prochant de ses agences commerciales pour régler leurs factures".

Les clients peuvent également recourir aux services commerciaux mis à leur disposition dont le e-paiement, mais aussi le paiement par carte bancaire ou par déduction directe via la poste.

Les clients peuvent se rapprocher des agences commerciales en vue d'obtenir les tableaux de paiement dont la négociation et le règlement se feront selon le nombre de factures et le montant des créances.

De son côté, la Direction de distribution d'électricité et de gaz d'El Harrach a rappelé dans un communiqué "les mesures audacieuses et responsables" qu'elle a entreprises depuis le début de la pandémie, dont la suspension des opérations de recouvrement des factures impayées depuis le mois de mars dernier, d'autant qu'elle "est une institution de proximité et revêt un caractère de citoyenneté et entretient une relation morale et humanitaire en premier lieu avec ses clients".

Cependant, cette situation a entraîné un cumul considérable des créances de la Direction, dépassant 3,783

milliards de DA depuis le début de l'année jusqu'à fin juillet dernier, "un chiffre record" qui empêche la concrétisation de différents projets inscrits dans le cadre du Plan de développement des réseaux d'électricité et de gaz, aussi bien que des différents services prodigués aux clients.

Par conséquent et pour assurer la continuité du service public et éviter le cumul des factures de consommation de l'énergie, la Direction de distribution d'El Harrach interpelle "les valeurs citoyennes et le sens de responsabilité collective et individuelle", appelant ses clients à régulariser leurs situations et à s'acquitter de leur dettes à travers les moyens de paiement et les divers formules qu'elle met à leur disposition (e-paiement ou paiement à distance via le site Web).

Les clients peuvent se rapprocher des agences commerciales à l'effet d'obtenir un calendrier de paiement d'un commun accord entre les deux parties, en tenant en compte le nombre des factures impayées et le montant des créances.

Pour sa part, la Direction de distribution de Sidi Abdellah a appelé ses clients à s'acquitter des dettes de leur consommation, rappelant son engagement

durant la période du confinement à ne pas procéder à la coupure de l'électricité et du gaz pour les retardataires de règlement de leurs factures.

Elle a précisé que ses dettes s'élèvent depuis le début de l'année jusqu'à fin juillet, à 2,5 milliards de DA, alors que les créances des clients ordinaires, représentant la consommation domestique, dépassent 1,3 milliards de DA.

Elle a relevé que ce cumul "impactera négativement la cadence du travail de la direction ainsi que son rendement", appelant l'ensemble des clients à payer leurs factures tant à travers les agences commerciales de Douera, Zeralda et Sidi Abdellah que par voie de paiement électronique ou via les agences postales. La Direction de distribution de Sidi Abdellah a annoncé le lancement d'une campagne de sensibilisation sur la mauvaise utilisation du gaz, ayant touché près de 15.000 nouveaux clients depuis début 2020, soulignant que le nombre global de ses clients bénéficiaires de ce service a atteint 60.615 clients à travers les communes sous sa compétence, à savoir Rahmania, Mahelma, Tessala El Merdja, Douera, Souidania, Staoueli et Zeralda.

## LAGHOUAT :

# L'ONA déploie ses équipes d'intervention pour l'entretien du réseau d'assainissement

L'office national d'assainissement (ONA) multiplie ses efforts à travers le déploiement d'équipes d'intervention pour l'entretien annuel du réseau d'assainissement, selon le chargé de communication de son unité de Laghouat.

Un programme a été arrêté pour un large nettoyage et entretien des avaloirs et bouches d'évacuation des eaux pluviales, en plus de l'élimination de "points noirs" relevés au niveau de certains quartiers, relevant du territoire de compétences de l'ONA dans les communes de Laghouat, Aflou, Ain-Madhi et Hassi-

Rmel, a précisé Bachir Remita.

Plus de 1.372 interventions ont été déjà menées et ont touché plus de 3.180 avaloirs d'évacuation des eaux pluviales, a-t-il détaillé.

La commune de Laghouat a enregistré un chiffre record en matière de volume de déchets, à savoir 386 m3, enlevés du réseau et qui étaient susceptibles d'obstruer les canalisations et d'entraver l'écoulement normal des eaux, de provoquer des agglutinations et de bloquer les routes, a souligné le même responsable.

M.Remita lance, à cet égard, un appel aux citoyens afin d'éviter les rejets de

déchets dans le réseau d'assainissement, au risque de l'obstruer, et de veiller à déposer les déchets aux endroits conçus à cet effet et permettant aux services de la commune de les enlever.

Sur un autre registre, l'unité ONA de Laghouat a contribué, depuis le début de la crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19, aux opérations de désinfection des rues, édifices et lieux publics, une opération qui se poursuit actuellement avec la désinfection des établissements éducatifs, après les heures d'étude, a également fait savoir M. Remita.



SAHARA OCCIDENTAL :

# Les Sahraouis déterminés à mener une nouvelle étape de leur lutte sacrée

**Le Président sahraoui, Brahim Ghali, a participé, à l'invitation de l'Union de la jeunesse communiste de Cuba, à l'événement "Idées pionnières" qui s'est tenu à La Havane, où il a mis en avant la détermination des Sahraouis à mener une nouvelle étape de leur lutte sacrée et légitime.**



Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a été invité par l'Union de la jeunesse communiste de Cuba à participer par visioconférence à l'événement "Idées pionnières" organisé à La Havane, a précisé l'agence de presse sahraouie (SPS).

Lors de cet événement dédié à la fois à l'Afrique et au Moyen-

Orient et au leader historique de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz, à l'occasion du 4e anniversaire de sa disparition, le président Ghali a adressé ses remerciements à la jeunesse cubaine et à tous ceux qui sont

solidaires de la lutte légitime du peuple sahraoui.

"On ne saurait parler de questions fondamentales dans le monde comme la paix, l'autodétermination, la souveraineté des nations, les droits de l'homme et

la justice sociale sans évoquer avec reconnaissance le rôle joué en ce sens par la Révolution cubaine et son valeureux peuple sous la direction de Fidel Castro", a-t-il estimé.

Le président sahraoui a

informé les participants de l'agression lancée par le Maroc, le 13 novembre, contre des civils sahraouis sans défense qui manifestaient pacifiquement devant la brèche illégale d'El-Guerguerat, précisant qu'"il s'agit d'une violation du droit international et de l'accord de cessez-le-feu signé avec le Front Polisario sous l'égide des Nations unies".

Et d'ajouter que "cette position irresponsable n'a laissé au peuple sahraoui d'autre choix que de reprendre la lutte armée contre les forces marocaines d'occupation".

Le président Ghali a révélé aux participants la répression et les violations flagrantes des droits de l'homme auxquelles se sont livrées les forces d'occupations marocaines dans les territoires sahraouis occupés concomitamment à l'agression menée à El-Guerguerat, soulignant qu'en agissant de la sorte, "le Maroc a décidé de porter un coup à la stabilité et à la sécurité dans cette région d'Afrique".

AGRESSION MAROCAINE À EL GUERGUERAT:

## Un parti mexicain exprime sa solidarité avec le peuple sahraoui

La Fédération des jeunes communistes (FJC), Aile jeunesse du Parti communiste du Mexique (PCM) a exprimé sa solidarité avec le peuple sahraoui face à l'agression militaire menée par les forces d'occupation marocaines, en violation flagrante de l'accord de cessez-le-feu parrainé par l'ONU depuis 1991. Dans un communiqué, la FJC a exprimé

son soutien à la lutte du peuple sahraoui pour le recouvrement de ses droits fondamentaux et son appui à la démarche des acteurs de la société civile sahraouie pour la fermeture de la brèche illégale d'El Guerguerat, dénonçant les violations systématiques du plan de règlement et de l'accord de cessez-le-feu. La FJC a appelé, en outre, à la fin de l'occupation

du Sahara Occidental par le Maroc qui fait fi des décisions de l'ONU et des principes du Droit international, et empêche le peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination. "Le mutisme des organisations internationales, à l'instar de l'ONU et de l'Union européenne (UE), face à l'hostilité marocaine est la preuve de leur complicité et du désengagement de l'ONU

à mettre fin à l'occupation illégale du Sahara Occidental", souligne le communiqué. La FJC a réaffirmé, par ailleurs, sa position ferme vis-à-vis du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et au parachèvement de la souveraineté de la République sahraouie sur l'ensemble de ses territoires, conclut le document.

## Le Maroc, soutenu par la France, a sapé tous les efforts pour régler la question sahraouie

Le membre du Secrétariat national du Front Polisario chargé de l'Europe et de l'Union européenne, Oubi Bachir Bouchraya a affirmé que le Maroc, soutenu par la France, a sapé tous les efforts de l'ONU pour le règlement de la question sahraouie, mettant en avant les positions contradictoires de certains pays européens qui lancent des appels au calme alors qu'ils voulaient maintenir le statu quo qui ne bénéficie qu'au Maroc et accentue les souffrances des Sahraouis. Dans une déclaration au journal français "La Marseillaise", Oubi Bouchraya Bachir a souligné que les positions de certains pays européens appelant à la trêve et au respect du cessez-le-feu au Sahara occidental interviennent tardivement, précisant que ces mêmes pays voulaient maintenir le statu quo

qui ne profite qu'au Maroc et accentue les souffrances des Sahraouis dans les territoires occupés, les camps, les territoires libérés et l'exil. Qualifiant la situation dans la région de "préoccupante", le responsable sahraoui a cité la Minurso "qui est présente sur les territoires, mais n'a aucune possibilité de superviser le respect des droits de l'Homme au Sahara occidental, à cause du veto de la France, entre autres. C'est un cumul de frustrations et de déceptions pour les Sahraouis".

C'est pourquoi, poursuit M. Bouchraya, au commandement du Front Polisario "nous n'avons plus d'arguments pour convaincre le peuple d'avoir confiance en ce processus".

M. Bouchraya a, dans le même cadre, imputé au Maroc la responsabilité des tensions qui prévalent depuis deux semaines

dans la région, suite à l'ouverture illégale d'une brèche dans le mur de la honte, alors que "l'accord militaire de 1997 stipule clairement qu'aucune des deux parties ne doit changer la réalité au moment de la signature de cet accord".

"En 2016, il y a eu des tensions entre les deux armées, quand le Maroc a décidé unilatéralement de goudronner la route entre cette brèche et le poste transfrontalier mauritanien", a-t-il rappelé. Et d'ajouter, "mais depuis le 21 octobre, une partie de la société civile sahraouie a décidé de fermer cette brèche de façon définitive et demande au Conseil de sécurité de l'ONU de définir un calendrier pour la tenue du référendum d'autodétermination. Après 30 ans d'attente, le peuple a atteint ses limites. Dès le 13 novembre, le Maroc a délogé des manifestants.

Nous avons dit à l'ONU que ce serait une déclaration de guerre. Le cessez-le-feu a encore été violé, nous sommes dans la légitime défense, nous devons protéger nos civils".

Soulignant que "la rupture du cessez-le-feu est le résultat logique de la position du Maroc, qui refuse le règlement politique du conflit par le référendum", le responsable sahraoui a également tenu le Conseil de sécurité de l'ONU pour responsable "car il a montré de la complaisance envers le Maroc. L'objectif initial a dévié. Il a eu un manque d'intérêt et de volonté pour résoudre ce conflit. Cela fait plus d'un an qu'il n'y a plus de médiateur pour superviser le processus politique, à cause du refus de plusieurs candidats par le Maroc".

Passant en revue les principales phases du dossier, M.

Bouchraya Bachir a rappelé que l'ONU était intervenue à partir de 1988, sur la base de la résolution de l'Union Africaine à laquelle la RASD appartient et a scellé l'accord sur la base du référendum d'auto-détermination.

En 1991, la Minurso a été créée et le cessez-le-feu est entré en vigueur le 6 septembre. L'objectif était clair et l'agenda fixé : le référendum devait avoir lieu en janvier 1992, a-t-il ajouté.

Soulignant que "le Maroc, soutenu par la France, n'a cessé de faire obstacle et s'installe dans cette logique d'intransigeance jusqu'à revenir sur son accord", le responsable sahraoui a assuré que "le statut du territoire doit être déterminé par l'expression de la volonté du peuple du Sahara occidental".

SPOUTNIK :

## L'hommage de Macron à Maradona indigné le Venezuela qui le tacle sur les Gilets jaunes

Pour Emmanuel Macron, les "expéditions [de Diego Maradona] auprès de Fidel Castro comme de Hugo Chavez auront le goût d'une défaite amère". Une critique qui n'est pas passée inaperçue à Caracas. En y répondant, le Venezuela a jugé que "la seule défaite est celle d'une classe politique qui tremble devant l'uniforme jaune des travailleurs".

Caracas a réagi à la lettre d'Emmanuel Macron à l'occasion du décès de Diego Maradona. Dans cette dernière, tout en honorant la carrière du célèbre footballeur, le Président français a évoqué le goût "amer" que laisseront ses engagements politiques: "Ce goût du peuple, Diego Maradona le vivra aussi hors des terrains. Mais ses expéditions auprès de Fidel Castro comme de Hugo Chavez auront le goût d'une défaite amère. C'est bien sur les terrains que Maradona a fait la révolution", indique le texte.

Le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Jorge Arreaza, a dénoncé ces propos en pointant la défaite des autorités françaises face aux manifestations d'envergure des Gilets jaunes.

"Monsieur Emmanuel Macron et ses conseillers voulaient afficher une prose poétique pour faire leurs adieux au grand Diego", a d'abord jugé le chef de la diplomatie vénézuélienne sur Twitter. Et depoursuivre:

"Cependant, ils déshonorent ses idéaux et ses luttes. La seule défaite est celle d'une classe politique qui tremble devant l'uniforme jaune des travailleurs".

### DÉCÈS DE LA STAR DU FOOTBALL

Le célèbre footballeur Diego Armando Maradona est décédé le 25 novembre à l'âge de 60 ans à Tigre, une ville de la province de Buenos Aires, où il se rétablissait après une opération à la tête subie début novembre. La star du football a été victime d'une insuffisance cardiaque aiguë, précise la chaîne, se référant aux résultats de l'autopsie.

En Argentine, où son décès est considéré comme une tragédie nationale, trois jours de deuil ont été décrétés.

L'EXPRESSION :

EN FAISANT DU MENSONGE ET DE L'IMPOSTURE LEUR MÉTHODE MACABRE EN POLITIQUE

## La rumeur comme mode opératoire!

*Les supplétifs qui se disent algériens et qui se cachent derrière le Net et d'autres plateformes, ont montré leur relation organique avec le Makhzen et les officines étrangères.*

Les affidés de la manipulation et les chantres de la politique politicienne ne ratent rien pour faire dans le sensationnel le plus perfide et de la propagande la plus sournoise.

Ces politicards de bas étage n'hésitent pas à recourir à la rumeur comme moyen "idoine" pour eux dans la perspective de semer le doute et le scepticisme quant à la réalité politique du pays.

Ce nouveau genre de mercenariat prolifère tels des champignons dont la nature est vénéneuse visant à intoxiquer l'opinion nationale par leurs impostures colportées de toutes pièces.

Les dernières des rumeurs qui ont pollué les réseaux sociaux et quelques sites électroniques au service des nébuleuses et des officines étrangères, sont les informations à propos de l'état de santé du président de la République et la fallacieuse information de suspension par les Emirats arabes unis de la délivrance de visas aux Algériens. Ce sont des informations dénuées de tout sens, c'est ce qui ramène le débat politique sur les tenants et les aboutissants de cette entreprise perfide de ceux qui répandent et propagent ce genre de déclarations. La question n'exige pas trop d'effort cérébral pour en



conclure que l'enjeu est ailleurs, c'est-à-dire d'outre-mer où tout se peaufine et se tisse d'une manière tendancieuse et pernicieuse pour participer dans l'objectif macabre consistant à faire de l'Algérie un pays où rien ne va et que par ricocher il faut tout faire y compris le recours à la rumeur et l'imposture pour créer un climat de suspicion et de psychose comme moyen de pression et de chantage pour alimenter une atmosphère de crise et d'incertitude sur le plan politique.

À défaut de puiser dans le concret qui s'impose comme évolution politique sur la scène nationale, les thuriféraires et les pions des officines étrangères et autres "organisations non gouvernementales", ils s'appliquent à inventer des scènes et des vétilles dont la mise en scène est médiocre, pour ne pas dire obscène même. L'annonce mensongère de la mort du président de la République est devenue quasi hilarante dans le monde virtuel au point où les internautes réagissent de la manière la plus clownesque sur ces semblants d'"infos" et leurs fomenteurs aux abois.

Le recours à cette manière vile pour propager de l'intox et de la rumeur, renseigne sur la déroute qui frappe de plein

fouet ces pourfendeurs et ces agents à la solde de l'étranger qui consacrent tout leur temps moyennant l'argent pour cultiver la sinistrose et l'embrouille contre le pays.

Cette escalade qui ressemble à des canulars répétés est complètement réduite à sa juste forme de caniveau, étant donné que les faits se font remettre en cause chaque fois que ces balivernes se font exprimer comme réponse à une réalité politique nationale qui n'existe que dans les laboratoires de leurs maîtres de l'étranger.

Idem pour l'information inhérente à la question de la suspension de délivrance de visas aux Algériens par les Emirats arabes unis. Les sites électroniques se sont attelés à la tâche pour apporter plus de mensonges et de désinformation rien que pour montrer leur haine et leur vassalité envers les chancelleries et officines qui essayent vaille que vaille de trouver la brèche pour réaliser leurs desseins dans le pays qui semble têtue à ne pas verser dans les stratagèmes et les calculs de ces forces impérialistes et bellucistes.

Ces mensonges à répétition ont pris de l'ampleur avec la couverture de l'événement concernant le Royaume chéri-

fien et le Sahara occidental, c'est un événement entièrement couvert par la seule rumeur par les vendus du Makhzen. Les supplétifs qui se disent algériens et qui se cachent derrière le Net et d'autres plateformes, ont montré leur relation organique avec le Makhzen et les officines étrangères. La rumeur mal conçue fait rage, et les attaques orientées vers l'Algérie sont devenues légion. Mais cela ne les dérange pas, dans la mesure où ce mensonge est orchestré comme moyen pour réaliser l'agenda de leurs maîtres de l'étranger. Le Mouvement populaire du 22 février avait commencé avec une démarche qui se voulait algérienne où l'ensemble des Algériens et des Algériennes voulaient en découdre avec l'oligarchie et l'ancien régime sans pour autant sacrifier les valeurs et les intérêts stratégiques du pays, à savoir la souveraineté et l'Etat national. Ces forces à la solde des nébuleuses et des officines étrangères savent que le jeu est fini et que la manipulation n'a plus de force "agissante" comme c'était le cas avant. Il lui reste de recourir aux mensonge et aux rumeurs comme mode opératoire.

LE SOIR D'ALGÉRIE

SAHARA OCCIDENTAL

## La société civile espagnole renforce son soutien aux populations sahraouies

Plusieurs associations espagnoles ont organisé, ces derniers jours, des manifestations en solidarité avec la cause sahraouie. Sur le terrain militaire, l'Armée nationale sahraouie a poursuivi ses actions contre les unités marocaines situées sur le mur de séparation.

La société civile espagnole multiplie les actions en faveur du peuple sahraoui depuis l'agression de l'armée marocaine contre des militants pacifistes dans la zone de Guerguerat. En Galice, notamment, où les collectifs de solidarité ont

organisé des manifestations de soutien à travers les sept villes de cette province du nord-ouest de l'Espagne. "Les participants ont appelé l'Espagne officielle à assumer ses responsabilités historiques et à faire pression sur le Maroc pour qu'il se conforme à la légitimité internationale. Ils ont également renouvelé leur solidarité avec le peuple sahraoui et sa juste cause, appelant en même temps la communauté internationale à intervenir pour trouver une solution urgente garantissant au peuple sahraoui son droit à l'autodéter-

mination et à l'indépendance", indique SPS, l'agence de presse officielle sahraouie.

L'Espagne a également décidé d'augmenter son aide humanitaire en faveur des réfugiés sahraouis. C'est, en effet, la décision prise par l'Agence espagnole pour la coopération internationale et le développement (AECID). L'annonce a été faite par le directeur de cet organisme, Magdy Esteban Soliman, lors d'une rencontre avec le représentant du Front Polisario en Espagne, M. Abdalahi El-

Arabi. Le responsable de l'AECID a indiqué que l'aide humanitaire sera augmentée "dès le début de l'année 2021".

Sur le plan militaire, l'artillerie sahraouie a poursuivi ses opérations tout au long du mur de séparation marocain. Le ministère sahraoui de la Défense nationale a fait état de bombardements, les 25 et 26 novembre, dans les secteurs d'Aousserd, El-Baghari, Tachla, Amghala, Haouza, Mahbes et Oum Draiga.



## La Chine impose des mesures antidumping sur le vin australien

La Chine a accentué vendredi sa pression sur l'Australie avec l'imposition de mesures antidumping visant les vins australiens importés, dernier signe des tensions diplomatiques croissantes entre les deux partenaires commerciaux.

Dans un communiqué, le ministère chinois du Commerce indique qu'une enquête préliminaire montre que l'industrie viticole chinoise a subi un "préjudice important" en raison d'un dumping sur le vin australien. À compter de samedi, les importations de vin australien seront soumises à des surtaxes comprises entre 107,1 et 212,1 %, précise le document.

Le dumping, dont Pékin accuse Canberra, est une pratique qui consiste notamment à vendre à l'étranger à des prix inférieurs à ceux pratiqués sur le marché national.

En août, le ministère chinois du Commerce avait annoncé le lancement d'investigations visant les crus australiens importés sur l'ensemble de l'année 2019, dans un contexte de tensions croissantes entre la Chine et l'Australie.

Les relations entre Pékin et Canberra sont tendues depuis que le premier ministre australien Scott Morrison s'est aligné sur les États-Unis, en appelant en avril à une enquête internationale sur les origines de l'épidémie de nouveau coronavirus.

Fin avril, l'ambassadeur de Chine à Canberra, Cheng Jingye, avait averti que la demande d'enquête australienne sur le Covid-19 pourrait entraîner un boycottage de la part des consommateurs chinois.

"Peut-être que les gens diront 'Pourquoi boire du vin australien? Manger du bœuf australien?', avait déclaré l'ambassadeur dans une menace à peine voilée.

Les exportations de vin australien vers le pays asiatique ont atteint l'an passé 1,25 milliard de dollars australiens (760 millions d'euros), selon Canberra. C'est le plus grand marché à l'export pour ce produit.

Principal partenaire commercial de l'Australie, la Chine avait déjà restreint les importations de bœuf australien, imposé des droits de douane sur l'orge australienne et découragé ses citoyens de se rendre dans le pays.

Pour sa part, l'Australie a affirmé qu'elle "défendra ardemment" son secteur viticole contre les surtaxes imposées par Pékin.

# La Chine revendique sa souveraineté sur des îles japonaises, la tension monte

**Le ministre japonais des Affaires étrangères juge "absolument inacceptables" les propos de son homologue chinois sur l'appartenance territoriale des îles Senkaku énoncés lors de leur conférence de presse conjointe mardi 24 novembre, selon l'agence Kyodo.**



Le chef de la diplomatie japonaise Toshimitsu Motegi a répondu à son homologue chinois Wang Yi sur l'appartenance des îles Senkaku (appelées Diaoyutai en Chine), trouvant "absolument inacceptables" les propos de ce dernier.

"Les îles Senkaku (Diaoyutai) font partie intégrante de notre territoire du point de vue historique et conformément au droit international", a déclaré le ministre japonais cité par

l'agence Kyodo. Le commentaire de M. Motegi fait suite à une critique adressée par certains membres du Parti libéral démocrate au pouvoir lui reprochant de ne pas avoir réagi aux propos du ministre chinois lors de leur conférence de presse conjointe. Conformément au protocole de la conférence de presse, chacun des ministres ne pouvait prendre la parole qu'une seule fois et Toshimitsu Motegi est intervenu le premier, explique l'agence Kyodo. M. Motegi avait précédemment souligné qu'après cette conférence de presse "il a exigé une fois de plus" que la partie

chinoise n'entreprenne pas d'actions créant de l'incertitude quant à l'appartenance territoriale des îles en question.

### L'HISTOIRE DU LITIGE

Les îles Senkaku (Diaoyutai) font l'objet d'un litige territorial entre la Chine et le Japon. Ce dernier affirme qu'il les occupe depuis 1895, tandis que Pékin rappelle que sur les cartes japonaises de 1783 et de 1785 les îles Diaoyu sont désignées comme un territoire chinois.

Après la Seconde Guerre mondiale, les îles ont été placées sous le contrôle des États-Unis

qui les ont remises au Japon en 1972.

Taïwan et la Chine continentale estiment que le Japon les détient illégalement.

De son côté, Tokyo estime que la Chine et Taïwan ont commencé à revendiquer les îles dans les années 1970 lorsque des ressources minières ont été découvertes dans la zone.

Le différend territorial s'est exacerbé en 2012 lorsque le gouvernement japonais avait racheté à un propriétaire japonais trois des cinq îles de l'archipel, ayant ainsi souligné leur statut territorial.

USA:

## Trump dit qu'il quittera la Maison-Blanche si la victoire de Biden est confirmée

Donald Trump a déclaré pour la première fois jeudi qu'il quitterait la Maison-Blanche si la victoire de Joe Biden à l'élection présidentielle du 3 novembre était confirmée, franchissant un pas supplémentaire vers la reconnaissance de sa défaite.

Le président américain venait de présenter ses vœux aux forces armées pour la grande fête américaine de Thanksgiving lorsqu'il a été interpellé par des reporters.

Est-il prêt à admettre formellement sa défaite si le collège des grands électeurs confirme que le démocrate Joe Biden sera le prochain président américain ? "Ce sera quelque chose de très difficile à accepter, parce nous savons qu'il y a eu une fraude massive", a-t-il répondu.

Quittera-t-il alors la Maison-Blanche le 20 janvier, jour de la prestation de serment du prochain président des États-Unis ? "Bien sûr que je le ferai. Et vous le savez", a-t-il répondu du bout des lèvres.

Ces mots, dans la bouche de Donald Trump, ont de l'importance, car son refus d'admettre la victoire de son adversaire est unique dans l'histoire du pays. Même si le passage de relais entre lui et Joe Biden au début de l'an prochain ne faisait déjà plus guère de doute.

Le collège des grands électeurs se réunira le 14 décembre pour désigner officiellement

le vainqueur de l'élection. Ce devrait être une formalité.

"Je pense qu'il va se passer beaucoup de choses d'ici le 20" janvier, a tenu aussi à avancer le président sortant.

Jusqu'ici, tous les recours judiciaires introduits par le président sortant ont échoué. Et les États-clés de cette élection, les uns après les autres, en certifient les résultats.

Donald Trump a encore affirmé jeudi que l'infrastructure électorale des États-Unis était celle d'"un pays du tiers-monde". Mais il n'a apporté aucune preuve ou élément concret à l'appui de ses accusations de triche à l'égard des démocrates.

Il a par ailleurs annoncé qu'il se rendrait le 5 décembre en Géorgie, où l'élection de deux sénateurs en janvier déterminera la majorité à la Chambre haute.

Joe Biden, ancien vice-président de Barack Obama, a remporté 306 grands électeurs contre 232 à Donald Trump. Il a construit sa victoire en arrachant plusieurs vieux bastions démocrates conquis en 2016 par Donald Trump, comme la Pennsylvanie, le Michigan et le Wisconsin.

### DÉBUT DE LA TRANSITION

Déjà lundi dernier, Donald Trump avait été contraint de donner son feu vert au lancement du processus de transition entre son administration et celle du président élu. Joe

Biden a désormais accès aux dossiers, à des financements et reçoit les breffages des services de renseignement américains.

Le démocrate a également accès aux informations concernant la pandémie de Covid-19 et l'état d'avancement des différents projets de vaccins.

La gestion très critiquée de la crise sanitaire, dans les derniers mois d'une présidence tumultueuse, a joué un rôle-clé dans la défaite électorale de Donald Trump. La pandémie a fait plus de 260 000 morts aux États-Unis, le bilan le plus lourd au monde.

Sans attendre, Joe Biden, 78 ans, a aussi commencé à préparer son arrivée à la Maison-Blanche, en annonçant les premières nominations de son futur gouvernement. Plusieurs personnalités ayant servi sous Barack Obama en feront partie, comme Antony Blinken, futur chef de la diplomatie.

L'ancien secrétaire d'État John Kerry, 76 ans, fera lui aussi son retour à Washington en tant qu'émissaire spécial du président sur le climat, signe de l'importance qu'accorde Joe Biden à ce dossier.

Le président élu doit annoncer la semaine prochaine qui fera partie de son équipe économique. Janet Yellen, l'ancienne présidente de la Réserve fédérale, la banque centrale américaine, devrait être nommée secrétaire au Trésor.

VIRUS:

# La course au vaccin s'accélère, l'Allemagne atteint le million de contaminations

**Les préparatifs s'accroissent pour produire les vaccins anti-Covid-19 tant attendus, au moment où l'Allemagne a franchi le seuil du million de et où la Russie vaccine déjà ses militaires.**



propriétaire de deux magasins de sport à Sestrières (Italie).

## AMÉLIORATION EN FRANCE

Les conséquences économiques sont lourdes aussi pour les restaurateurs et commerçants fermés dans de nombreux pays.

A Sofia, la capitale bulgare, plusieurs centres commerciaux profitaient de leurs dernières heures d'ouverture pour le Black Friday, avant de fermer trois semaines.

En France, les restaurants ont mis en place le "click and collect" et la livraison. "Je ne fais même pas 30% de mon chiffre d'affaires habituel (...) mais ça me console que les clients soient là", déclare Raphaël Rego, à la tête de "Oka", un restaurant brésilien étoilé à Paris.

Si l'amélioration de la situation en France se confirme, le confinement sera levé le 15 décembre, remplacé par un couvre-feu national avec une exception pour les soirées du 24 et du 31 décembre.

Les petits commerces pourront rouvrir dès ce samedi. En revanche bars, restaurants et salles de sport garderont portes closes, au moins jusqu'au 20 janvier.

Après quatre semaines de confinement, l'Angleterre va aussi rouvrir début décembre les magasins non essentiels, mais la grande majorité des habitants continueront de vivre sous de sévères restrictions.

Mais au Pays de Galles, le Premier ministre gallois a annoncé un durcissement des restrictions visant les pubs et restaurants pour limiter la propagation du nouveau coronavirus avant Noël, où toute la population britannique sera autorisée à se retrouver en famille.

A Ramallah, en Cisjordanie occupée, les rues étaient vides et les rideaux baissés vendredi, premier jour d'entrée en vigueur d'un couvre-feu imposé en soirée et le week-end pendant 14 jours pour lutter contre la circulation du virus.

Dans la course éperdue au vaccin, des incertitudes demeurent. Le gouvernement britannique a annoncé vendredi avoir demandé à l'Autorité de réglementation sanitaire des médicaments (MHRA) d'évaluer le vaccin développé par le laboratoire britannique AstraZeneca et l'université d'Oxford. De l'avis même du directeur général du groupe pharmaceutique, ce vaccin nécessite "une étude supplémentaire". Mais les efforts se multiplient pour se préparer à produire les doses et à vacciner la population à grande échelle.

Sans plus attendre, la Russie a commencé à vacciner ses militaires, a annoncé vendredi le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou. Au total, plus de 400.000 soldats doivent être vaccinés dans le cadre de cette campagne ordonnée par le président Vladimir Poutine. Le Fonds souverain russe (RDIF) a conclu un accord avec Hetero, fabricant indien de médicaments génériques, pour produire plus de 100 millions de doses du vaccin russe. Des essais cliniques en phase II et III de ce vaccin Sputnik V sont actuellement en cours en Inde. La production pourrait y commencer début 2021. Des "demandes" pour plus de 1,2 milliard de doses ont été faites par "plus de 50 pays", selon le RDIF. Il doit être notam-

ment produit au Brésil, en Chine ou en Corée du Sud. En prévision d'un vaccin début 2021, l'Allemagne se prépare à implanter des centres de vaccination dans des centaines de lieux: halls de foire, salles de concert ou patinoires et vélodromes, ainsi que l'ancien aéroport Tegel de Berlin. Au Brésil, le président Jair Bolsonaro a fait savoir qu'il ne se ferait pas vacciner. Le roi d'Espagne Felipe VI, en quarantaine depuis lundi après avoir été en contact avec une personne positive au Covid-19, a été testé négatif vendredi mais restera à l'isolement par précaution. Près de 61 millions de cas de Covid-19 ont été officiellement dénombrés dans le monde depuis le début de la pandémie, et plus de 1,4 million de personnes y ont succombé. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.333 nouveaux morts, l'Italie (822) et le Brésil (691). La deuxième vague frappe notamment l'Allemagne, longtemps considérée comme un bon élève dans la gestion de l'épidémie: 1.006.394 cas déclarés (+22.806 en 24H) et 15.586 décès (+426) vendredi.

Pour faire face, le pays va prolonger jusqu'à début janvier ses restrictions (fermeture des

bars et restaurants, limitations de participants à des réunions privées). En revanche les commerces vont rouvrir en Belgique à partir du 1er décembre, même si un confinement partiel reste en vigueur pour poursuivre la baisse des contaminations.

Ayant invité sa population à ne pas partir à l'étranger, notamment au ski, pour Noël, l'Allemagne voudrait que l'Union européenne interdise jusqu'au 10 janvier les séjours dans les stations de sports d'hiver pour freiner la propagation du virus.

Mais tout le monde n'est pas d'accord. L'Autriche prévoit d'ouvrir ses pistes et pour la Finlande il n'est pas question de porter un "coup mortel" au tourisme.

En France, les stations pourront rouvrir pendant les fêtes mais les remontées mécaniques resteront fermées.

Alors que la Suisse voisine a rouvert ses pistes, les stations de ski italiennes ont des airs de villes mortes, avec leurs magasins, hôtels et restaurants fermés.

"C'est injuste (...). Le ski, ce n'est pas comme une discothèque, on est seul et à l'air libre. En gérant bien la situation, on pourrait tous être ouverts" en Europe, juge Gianlorenzo Vaudagnotto,

JAPON :

## Lancement prochain d'une nouvelle campagne de dépistage d'anticorps sur 15.000 personnes

Le gouvernement japonais a annoncé qu'une nouvelle campagne de dépistage d'anticorps au nouveau coronavirus sera menée sur quelque 15.000 personnes jusqu'à la fin de l'année afin de mieux saisir l'ampleur de la propagation de l'épidémie dans le pays.

Le ministre de la Santé Norihisa Tamura a précisé lors d'une conférence de presse que ces tests auront lieu à Tokyo, Osaka et dans trois autres préfectures, celles de Miyagi, Aichi et Fukuoka.

Le Japon a connu récemment un nombre

record d'infections, plusieurs grandes villes, dont Tokyo et Osaka, demandant aux établissements de nuit de réduire leurs heures d'ouverture pour prévenir la propagation du virus.

Selon le ministère, les résultats de cette campagne aideront les responsables de la santé à comprendre plus précisément dans quelle mesure l'épidémie s'est propagée dans le pays, car des anticorps au virus seraient présents même chez les personnes asymptomatiques.

En juin, le Japon a dépisté la présence

d'anticorps au coronavirus sur environ 8.000 personnes, les résultats montrant un taux d'infection de 0,10% à Tokyo, épice de l'épidémie dans l'archipel. Dans le même temps, les taux d'infection pour Osaka et la préfecture de Miyagi se sont établis respectivement à 0,17% et 0,03%.

Certains experts de la santé avaient déclaré que ces résultats montraient une propagation très limitée du nouveau coronavirus dans ces trois régions, les chiffres étant bien inférieurs aux quelque 20% alors détectés à New York et aux 5% en Espagne.

RUSSIE :

## Les essais du vaccin anti-Covid Sputnik V en Biélorussie confirment son efficacité à 95%

Le vaccin russe contre le coronavirus, Sputnik V, s'est montré efficace au niveau de 95% lors de ses essais cliniques en Biélorussie, a annoncé l'ambassadeur russe à Minsk, Dmitri Mezentsev.

Les essais cliniques du vaccin contre le Covid-19, Sputnik V, en Biélorussie ont montré sa grande efficacité -proche de 95%- , a déclaré ce vendredi 27 novembre Dmitri Mezentsev, ambassadeur de Russie à Minsk.

"Je veux dire que les essais cliniques auxquels ont participé 100 citoyens biélorusses, ont démontré que le vaccin russe est très efficace, au niveau de 95%, c'est un résultat très important", a indiqué le diplomate sur la chaîne de télévision Rossiya 24.

Selon lui, Moscou espère que ses partenaires biélorusses enregistreront le vaccin conformément aux normes très strictes établies par le ministère biélorusse de la Santé publique, ce qui permettra d'envoyer un lot important de vaccins à Minsk.

Dans le même temps, les deux pays discutent de la production conjointe du Sputnik V, a ajouté l'ambassadeur.

Essais cliniques du Sputnik V (GamCovidVac)

La Russie a homologué le premier vaccin élaboré au monde contre le Covid-19, Sputnik V (GamCovidVac), le 11 août dernier.

Conçu par le centre d'épidémiologie et de microbiologie Gamaleïa de Moscou, il est fait à partir de deux vecteurs d'adénovirus humains. Cette plateforme est connue pour son innocuité, son efficacité et pour l'absence d'effets indésirables à long terme.

Le vaccin Sputnik V passe la phase 3 des essais cliniques en Biélorussie, aux Emirats arabes unis, au Venezuela et ailleurs. Plus de 50 pays ont envoyé des demandes, pour un total de 1,2 milliard de doses du vaccin.

Plusieurs partenaires internationaux du Fonds russe d'investissements directs (RFPI) produiront le vaccin au Brésil, en Chine, en Corée du Sud, en Inde et dans d'autres pays.



2124

LES SERVICES de la Sûreté nationale spécialisés dans la lutte contre toutes les formes de criminalité ont élucidé durant novembre courant 2124 affaires donnant lieu à l'arrestation de 2181 suspects impliqués dans plusieurs opérations criminelles dont des agressions corporelles par arme blanche, port d'arme prohibée, a indiqué vendredi un communiqué des services de la Sûreté nationale.

À BORDJ BOU-ARRERIDJ :

## Ouverture d'un 2<sup>ème</sup> hypermarché Carrefour

PAR : AMMAR ZITOUNI

**La wilaya de Bordj Bou-Argeridj qui prend de plus en plus son envol économique attire de nombreux investisseurs nationaux et étrangers investissant notamment dans les zones industrielles Bordj Bou-Argeridj, Rass-El-Oued et El-hammadia) mais aussi les grands distributeurs et enseignes.**

Carrefour, l'une des plus grandes distributions du monde, a ouvert jeudi, un grand espace commercial à la sortie est de la ville de Bordj Bou-Argeridj en partenariat avec le Groupe Amara l'un des plus grands groupes de la région de Bordj Bou-Argeridj opérant dans plusieurs secteurs dont l'agro-alimentaire, la promotion immobilière et la gestion du parc de loisirs de la ville, le second à travers le pays, après celui d'Alger qu'abrite la commune de Bab Ezzouar. Il s'agit d'un centre commercial d'une superficie de vente de 6 500 m<sup>2</sup>.



Dans une déclaration exclusive au "Maghreb de l'Economie", le directeur de Carrefour, M. Mohamed a souligné que l'ouverture d'un hypermarché à Bordj Bou-Argeridj vient en phase avec l'objectif clairement annoncé par HDA, de participer au développement du commerce moderne sur l'ensemble du territoire algérien en capitalisant sur une expérience concluante avec son premier hypermarché aux Bananiers-Bab Ezzouar (Alger), qui a ouvert ses portes en juin 2015 avec la création de 300 emplois directs toutes catégories confondues". Le même responsable souligne que le centre commercial Carrefour de Bordj Bou-Argeridj est donc explicitement un engagement de HDA à parer cette nouvelle enseigne de tous les attributs qui en fait sa réussite à Bab Ezzouar et partout dans le monde. " L'hypermarché Carrefour de Bordj Bou-Argeridj sera ainsi à la fois convivial, moderne, compétitif et référent".

Ce centre commercial est construit sur un terrain de 47 000 m<sup>2</sup> dont 6500 m<sup>2</sup> d'espace com-

mercial et de vente, plusieurs caisses pour un large confort de paiement, un grand parking, une grande facilité d'accès, des horaires d'ouverture confortables. Le coût de cet investissement est à hauteur de 10 millions d'euros. Un acquis de plus pour la wilaya de Bordj Bou-Argeridj avec notamment la création de 400 postes de travail directs et indirects. Un impact positif sur l'économie nationale.

A ce sujet, le directeur de Carrefour souligne : " Mais l'ouverture de Carrefour à Bordj Bou-Argeridj annonce évidemment un impact positif sur l'économie algérienne avec la création d'emplois directs et indirects qui s'inscrivent dans la durée. Notre priorité c'est bien évidemment le producteur algérien, les agriculteurs algériens mais aussi de défendre le pouvoir d'achat, proposer des produits de bonne qualité avec des prix raisonnables surtout en cette période de crise sanitaire".

A une question toujours du " Maghreb de l'Economie" sur les perspectives d'avenir de Carrefour en Algérie, son pre-

mier responsable déclare : " l'ouverture d'un second hypermarché à Bordj Bou-Argeridj après celui d'Alger, c'est une occasion qui nous est offerte pour d'autres ambitions, d'autres challenges pour ouvrir d'autres espaces commerciaux à travers d'autres régions du pays et nous ne faisons aucune distinction ni entre le Nord ni entre le Sud. A chaque fois qu'il y a un projet adapté au champ d'action commercial de Carrefour on est preneur". Selon le même responsable, avec cette seconde ouverture d'un hypermarché à Bordj Bou-Argeridj et en se basant sur les résultats déjà enregistrés par son premier hypermarché aux Bannaniers à Bab Ezzouar, les pouvoirs publics algériens s'attendent, à raison, à ce que l'impact de l'enseigne se confirme sur trois axes principaux dans le développement de ce secteur d'activité: d'abord en tant que vecteur de stabilisation des prix et des marchés des produits de grande consommation; puis en tant que moyen d'élever la qualité de la production locale aux standards internationaux et enfin en tant qu'instrument efficace de lutte contre l'économie informelle et la contrefaçon.

C'est de sorte que l'ouverture d'un nouveau Carrefour dans la capitale des Bibans sera l'une des expressions de la volonté des pouvoirs publics algériens de développer le secteur de la grande distribution en tant que vecteur de développement économique et social, ajoutant, "c'est singulièrement dans la rationalisation du pouvoir d'achat du consommateur algérien qu'intervient notre action. Car cette ouverture souligne les

engagements de HDA à mobiliser ses compétences pour proposer de meilleurs prix sur le marché tout en veillant à une meilleure qualité de produits. Autant de facteurs qui pèsent sur la qualité de vie du consommateur algérien".

Pour sa part et toujours en exclusivité pour " Le Maghreb de l'Economie ", la responsable du Marketing HDA en Algérie ; Melle Kamila Boudriès indique que " L'hypermarché Carrefour de Bordj Bou-Argeridj reçoit à partir d'aujourd'hui la clientèle dans un cadre contemporain et convivial et offre un vaste choix de produits de qualité à des prix raisonnables en raison de la crise sanitaire, faisant la part belle aux produits locaux qui représentent 80 % alors que les produits d'importation viennent en complément par rapport aux besoins de notre clientèle".

Elle précise que ce hypermarché aura des exigences strictes sur la sélection, le contrôle et la qualité des produits, la sécurité alimentaire demeurent une priorité absolue pour garantir aux clients des achats en toute confiance. Melle Kamelia Boudriès évoquant la prévention et le respect des règles d'hygiène affirme : " Dans le but de permettre à nos clients de faire leurs courses dans la plus grande sérénité et confiance, et avec exigence stricte, un plan de dispositif sanitaire anti- Covid-19 sera déployé en continu conformément au protocole adopté par les pouvoirs publics algériens et auquel s'ajoutent certains nombres de mesures qu'exige le protocole certifié "ANFOR" adopté par l'enseigne Carrefour".

A.Z.

### Post scriptum

Par B. Chellali

Les résumés du bilan sanitaire de ces dernières semaines montrent que la propagation du virus du coronavirus (Covid-19) gagne du terrain dans de nombreuses régions du pays, il reste contagieux et mortel et la plupart des personnes restent exposées. En effet, dans certaines wilayas du pays, un nombre élevé de décès et de cas d'infection à la Covid-19 continue d'être enregistré, constate le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Dr. Djamel Fourar. A ce jour, le total des cas confirmés s'élève à 62.693 nouveaux cas, celui des décès à 2062. Des signaux d'alerte qui sont pris très au sérieux au niveau du Gouvernement. C'est dans ce contexte que le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad a décidé de prendre un nouvel arrêté portant un couvre-feu de 20 heures à 5 heures du matin dans 29 wilayas, la suspension des transports urbains durant les week-ends sur l'ensemble du territoire national et ce, à partir du 10 du mois en cours pour une durée de 15 jours ainsi que la fermeture des lieux publics, notamment les lieux qui attirent des foules. S'agissant des marchés hebdomadaires, un contrôle rigoureux sera opéré par les services compétents au niveau de ces

lieux afin de s'assurer de l'application des mesures préventives, du port obligatoire du masque ainsi que la distanciation physique. Toutefois, les walis pourront procéder à leur fermeture immédiate en cas d'infraction aux mesures édictées dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19.

Cet arrêté du Premier ministre, attribué également aux walis, après accord des autorités compétentes, de prendre toutes les mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des horaires, de la mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, localités ou quartiers connaissant des foyers de contamination. Le retour au confinement partiel ou total est la conséquence du nombre important d'infection à la Covid-19 qui continue d'être enregistré et qui montre des signaux d'alerte, notamment ces dernières semaines marquées par la circulation rapide du virus dans certaines régions du pays. Cela devrait inciter à la prudence car la situation est critique en

raison de cette importante et rapide de la propagation de l'épidémie. Elle reste mortelle et la plupart des personnes restent exposées. Ce regain de contamination n'est pas pris au sérieux par la population et c'est une source grave de préoccupation pour les pouvoirs publics et les scientifiques.

D'où ces appels à l'imposition de décisions strictes pour contrôler la propagation du virus et qui sont de la plus haute nécessité car l'épidémie n'a pas encore dit son dernier mot. A présent, la population doit devenir des citoyens responsables, en prenant les mesures de précaution car si les mesures barrières ne sont pas appliquées, cela risque de générer une augmentation de cas plus graves. Chaque famille, chaque citoyen, tout le pouvoir individuel et collectif de lutter contre la propagation de l'épidémie, il suffit de rester vigilant, de protéger les aînés et les personnes à risque, en portant le masque, en se lavant les mains, et en gardant les distances physiques. Des règles sanitaires que tous connaissent désormais depuis le début de la pandémie et qu'il va falloir

respecter tous ensemble pour faciliter au maximum le travail du corps médical et paramédical et venir à bout de cette épidémie. En effet, il faut revenir à des choses assez pragmatiques. Pour réussir cela, il faut jouer sur la montre, c'est-à-dire diminuer le nombre de malades à la Covid-19 : c'est le confinement, les mesures barrières, la prise en charge en dehors des hôpitaux, à domicile afin de mieux organiser les hôpitaux pour avoir des lits disponibles. Comme il est urgent pour les pouvoirs publics d'accélérer la prise en charge de la dégradation de l'environnement dans de très nombreuses villes et villages à travers l'ensemble des wilayas et qui se trouvent souvent dans un nouveau scénario de rationnement de la distribution de l'eau potable, l'irrégularité dans l'enlèvement des ordures ménagères. Dans un moment d'urgence sanitaire comme celui-ci, on ne peut pas penser à faire des changements structurels, mais on doit prendre des mesures urgentes à savoir : comment maîtriser une épidémie de cette gravité ?

B. C.

## La situation épidémiologique actuelle est à risque